La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2009 : déficit budgétaire de 3,6 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 3,6 milliards de dollars a été affiché en mars 2009, comparativement à un déficit de 1,2 milliard en mars 2008. Les revenus budgétaires ont diminué de 3,1 milliards (14,4 %) par rapport à mars 2008, en raison d'une baisse des revenus fiscaux. Les charges de programmes ont totalisé 0,6 milliard (2,8 %) de moins qu'en mars 2008, ce qui traduit surtout la baisse des charges de fonctionnement des ministères et des organismes. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard par rapport à mars 2008.

D'avril 2008 à mars 2009 : déficit budgétaire de 2,2 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2008 à mars 2009, un déficit budgétaire de 2,2 milliards de dollars a été constaté, comparativement à l'excédent de 11,4 milliards affiché dans la même période en 2007-2008. Les revenus budgétaires ont diminué de 9,2 milliards (3,8 %), surtout en raison d'une baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de taxe sur les produits et services (TPS), partiellement compensée par la croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'autres revenus. Les charges de programme ont augmenté de 6,8 milliards (3,5 %), en raison de la progression des paiements de transfert. Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 milliards d'une année sur l'autre, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Les besoins financiers traduisent les mesures prises afin d'appuyer l'offre de crédit aux termes du Cadre de financement exceptionnel instauré par le gouvernement. La période d'avril à mars de l'exercice 2008-2009 s'est soldée par des besoins financiers de 89,5 milliards de dollars comparativement à des ressources financières de 13,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cet écart est lié aux premiers achats, pour un montant de 55,0 milliards, de blocs de prêts hypothécaires assurés effectués par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, ainsi qu'à l'annonce faite dans le budget de 2007 que le gouvernement comblerait l'ensemble des besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada au moyen de prêts directs.

Le solde budgétaire observé à la fin de mars 2009 est inférieur de 1,1 milliard de dollars à celui qui avait été projeté pour l'ensemble de l'exercice dans le budget de 2009. Une mise à jour des perspectives financières pour l'exercice 2008-2009 figurera dans le rapport de juin 2009 que le gouvernement présentera aux Canadiens au sujet du Plan d'action économique du Canada.

Mars 2009

Un déficit budgétaire de 3,6 milliards de dollars a été observé en mars 2009, en comparaison d'un déficit de 1,2 milliard en mars 2008.

Les revenus budgétaires ont fléchi de 3,1 milliards de dollars (14,4 %) par rapport à mars 2008.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 1,3 milliard de dollars (12,4 %) sous l'effet de la baisse de l'emploi et des réductions d'impôt sur le revenu des particuliers annoncées dans le Plan d'action économique du Canada.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 2,1 milliards de dollars (46,8 %), en raison de certains remboursements importants versés au cours du mois.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues d'impôt des non-résidents – ont diminué de 0,1 milliard de dollars (23,9 %).
- Les taxes et droits d'accise perçus ont diminué de 0,2 milliard de dollars (9,2 %). Les rentrées de TPS ont reculé de 0,3 milliard (16,7 %). Les droits de douane à l'importation et les taxes de vente et d'accise ont tous deux progressé de 12 millions, tandis que les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien sont demeurées inchangées.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,1 milliard de dollars (3,5 %). Le taux des cotisations est demeuré stable en 2009, à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et d'autres revenus divers, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars.

Les charges de programmes ont totalisé 19,8 milliards de dollars en mars 2009, soit 0,6 milliard (2,8 %) de moins qu'en mars 2008, en raison de la baisse des charges de fonctionnement des ministères et des organismes, qui a été compensée en partie par la hausse des paiements de transfert.

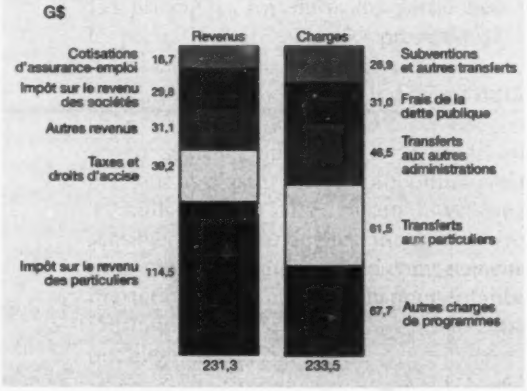
En mars 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,8 %) par rapport à mars 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (17,6 %). Les prestations aux aînés ont progressé de 0,2 milliard (5,8 %), tandis que les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard (55,9 %), en raison du versement sensiblement accru de prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont augmenté de 5 millions.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 1,0 milliard de dollars (22,3 %) sous l'effet des transferts versés dans le cadre de la Fiducie pour le développement des collectivités annoncée dans le budget de 2008, qui avaient été inclus dans les résultats de mars 2008.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (21,3 %), traduisant des hausses dans un certain nombre de ministères et organismes, dont l'Agence canadienne de développement international, Affaires indiennes et du Nord Canada, Ressources naturelles Canada et Infrastructure Canada.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont diminué de 0,1 milliard de dollars (13,8 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard de dollars par rapport à mars 2008, car l'incidence de l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt a été plus que compensée par celle de la réduction du taux effectif moyen de l'intérêt sur cette dette.

Revenus et charges
(d'avril 2008 à mars 2009)



D'avril 2008 à mars 2009

Pour la période d'avril 2008 à mars 2009, un déficit budgétaire de 2,2 milliards de dollars a été constaté, comparativement à l'excédent de 11,4 milliards affiché dans la même période en 2007-2008.

Les revenus budgétaires ont reculé de 9,2 milliards de dollars (3,8 %) pour s'établir à 231,3 milliards.

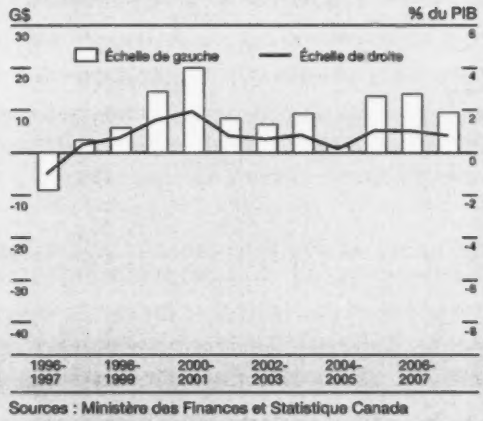
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (2,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 11,1 milliards de dollars (27,2 %), ce qui est attribuable au fléchissement des bénéfices des sociétés et à l'impact des réductions d'impôt en vigueur.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (8,1 %).
- Les taxes et droits d'accise perçus ont diminué de 4,3 milliards de dollars (10,0 %). Les rentrées de TPS ont baissé de 4,4 milliards (15,0 %), par suite de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS, entrée en vigueur le 1er janvier 2008. Les droits de douane à l'importation perçus ont augmenté de 0,2 milliard, les rentrées de taxes de vente et d'accise ont baissé de 0,1 milliard, et les rentrées au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont reculé de 3 millions.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,2 milliard de dollars (1,4 %), les gains au chapitre de l'emploi ainsi que des traitements et salaires ayant plus que compensé la réduction du taux des cotisations, qui est passé de 1,80 $ à 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable le 1er janvier 2008.
- Les autres revenus ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (13,5 %). Comme il a été mentionné dans *La revue financière* d'octobre, les autres revenus (et les charges de fonctionnement correspondantes) pour 2007-2008 ont été recalculés, mais le rajustement qui en résulte n'a pas d'incidence nette sur le solde budgétaire.

Les charges de programmes ont totalisé 202,6 milliards de dollars d'avril 2008 à mars 2009, soit 6,8 milliards (3,5 %) de plus qu'au cours de la même période de l'exercice précédent, en raison de la hausse des paiements de transfert, légèrement compensée par une diminution des autres charges de programmes.

D'avril 2008 à mars 2009, les paiements de transfert ont augmenté de 7,0 milliards de dollars (5,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

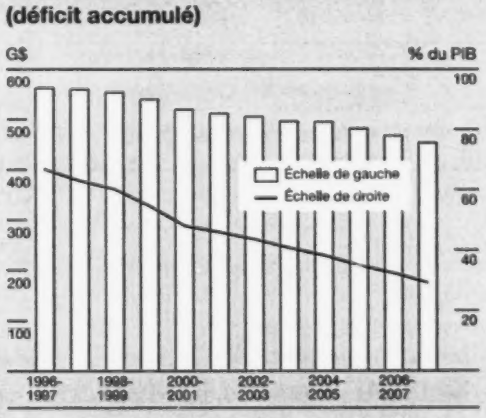
- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (5,9 %). Les prestations aux aînés ont progressé de 1,4 milliard (4,5 %), les prestations d'assurance-emploi, de 2,0 milliards (13,9 %), et les prestations pour enfants, de 0,4 %.

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (3,4 %) en raison de la hausse, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et de la péréquation.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 2,0 milliards de dollars (8,1 %), surtout en raison de la hausse des paiements liés à l'aide internationale, de versements pour le soutien de la formation de la main-d'œuvre, ainsi que de la hausse des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont diminué de 0,2 milliard de dollars (0,4 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,3 milliards de dollars (6,8 %) en raison de taux d'intérêt plus bas.

Besoins financiers de 89,5 milliards de dollars d'avril 2008 à mars 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 2,2 milliards de dollars et des besoins financiers de 87,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mars de l'exercice 2008-2009 s'est soldée par des besoins financiers de 89,5 milliards, comparativement à des ressources financières de 13,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cet écart d'une année sur l'autre découle de l'annonce, faite dans le budget de 2007, que le gouvernement comblerait la totalité des besoins d'emprunt de la SCHL, de la Banque de développement du Canada et de Financement agricole Canada en leur consentant des prêts directs afin de réduire les coûts d'emprunt globaux et d'accroître la liquidité du marché des titres du gouvernement. L'écart traduit aussi les premiers achats, pour un montant de 55,0 milliards, de blocs de prêts hypothécaires assurés effectués par l'entremise de la SCHL dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, pour soutenir l'accès au crédit à plus long terme.

Activités nettes de financement en hausse de 123,3 milliards de dollars

Le gouvernement a comblé ses besoins financiers de 89,5 milliards de dollars et a haussé de 33,8 milliards ses soldes de trésorerie en augmentant de 123,3 milliards l'encours de la dette fédérale non échue. Cette augmentation a été réalisée principalement au moyen de l'émission de bons du Trésor et d'obligations négociables. Les soldes de trésorerie à la fin de mars 2009 s'établissaient à 45,0 milliards, soit 33,8 milliards de plus qu'à la fin de mars 2008. Cette hausse découle principalement de l'augmentation des soldes dont dispose la Banque du Canada afin de mener ses activités destinées à fournir des liquidités aux marchés financiers et de combler certains des besoins financiers du gouvernement aux fins du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	21 794	18 645	240 446	231 294
Charges				
Charges de programmes	-20 325	-19 760	-195 790	-202 575
Frais de la dette publique	-2 668	-2 450	-33 229	-30 965
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 199	-3 565	11 427	-2 246
Opérations non budgétaires	-225	-4 572	2 160	-87 246
Ressources ou besoins financiers	-1 424	-8 137	13 587	-89 492
Variation nette dans les activités de financement	7 663	14 553	-23 548	123 284
Variation nette dans l'encaisse	6 239	6 416	-9 961	33 792
Encaisse à la fin de la période			11 243	45 030

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2008	2009	Variation	2007-2008	2008-2009	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 234	8 970	-12,4	111 818	114 465	2,4
Impôt sur le revenu des sociétés	4 445	2 364	-46,8	40 923	29 793	-27,2
Autres impôts sur le revenu	377	287	-23,9	5 672	6 129	8,1
Total des impôts sur le revenu	15 056	11 621	-22,8	158 413	150 387	-5,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 608	1 340	-16,7	29 628	25 181	-15,0
Droits de douane à l'importation	325	337	3,7	3 855	4 057	5,2
Taxes de vente et d'accise	670	682	1,8	9 639	9 554	-0,9
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	36	36	0,0	392	389	-0,8
Total des taxes et droits d'accise	2 639	2 395	-9,2	43 514	39 181	10,0
Total des revenus fiscaux	17 695	14 016	-20,8	201 927	189 568	-6,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 795	1 858	3,5	16 476	16 708	1,4
Autres revenus	2 304	2 771	20,3	22 043	25 018	13,5
Total des revenus budgétaires	21 794	18 645	-14,4	240 446	231 294	-3,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2008	2009	Variation	2007-2008	2008-2009	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 700	2 856	5,8	31 879	33 307	4,5
Prestations d'assurance-emploi	1 296	2 021	55,9	14 192	16 161	13,9
Prestations pour enfants	1 027	1 032	0,5	11 939	11 989	0,4
Total	5 023	5 909	17,6	58 010	61 457	5,9
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 806	2 016	11,6	21 474	22 759	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	829	890	7,4	9 840	10 568	7,4
Total	2 635	2 906	10,3	31 314	33 327	6,4
Transferts fiscaux	1 976	837	-57,6	15 541	15 138	-2,6
Villes et collectivités du Canada	30	100	233,3	778	971	24,8
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	58	-191	-429,3	-2 720	-2 974	9,3
Total	4 699	3 652	-22,3	44 913	46 462	3,4
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	113	58	-48,7	2 261	1 543	-31,8
Affaires étrangères et Commerce international	853	1 128	32,2	3 365	3 889	15,6
Santé	353	344	-2,5	2 198	2 347	6,8
Ressources humaines et Développement des compétences	182	118	-35,2	1 820	2 253	23,8
Affaires indiennes et du Nord canadien	387	601	55,3	4 789	5 144	7,4
Industrie	591	333	-43,7	2 346	2 251	-4,0
Autres	542	1 082	99,6	8 143	9 522	16,9
Total	3 021	3 664	21,3	24 922	26 949	8,1
Total des paiements de transfert	12 743	13 225	3,8	127 845	134 868	5,5
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	59	147	149,2	1 104	1 169	5,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	169	161	-4,7	2 018	2 220	10,0
Autres	288	379	31,6	3 861	4 297	11,3
Total	516	687	33,1	6 983	7 686	10,1
Défense	1 609	1 722	7,0	17 671	18 581	5,1
Tous les autres ministères et organismes	5 457	4 126	-24,4	43 291	41 440	-4,3
Total des autres charges de programmes	7 582	6 535	-13,8	67 945	67 707	-0,4
Total des charges de programmes	20 325	19 760	-2,8	195 790	202 575	3,5
Frais de la dette publique	2 668	2 450	-8,2	33 229	30 965	-6,8
Total des charges budgétaires	22 993	22 210	-3,4	229 019	233 540	2,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 199	-3 565	11 427	-2 246
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-617	-849	-2 803	-4 163
Autres activités d'investissement	-721	-4 911	-5 299	-74 381
Régime de retraite et autres passifs	440	401	5 985	4 761
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	1 752	341	58	-7 181
Opérations de change	-1 311	299	1 879	-9 409
Amortissement des immobilisations corporelles	232	147	2 340	3 127
Total des autres activités	673	787	4 277	-13 463
Total des opérations non budgétaires	-225	-4 572	2 160	-87 246
Ressources ou besoins financiers nets	-1 424	-8 137	13 587	-89 492

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars		Avril à mars	
	2008	2009	2007-2008	2008-2009
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-1 424	-8 137	13 587	-89 492
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-759	10 071	-4 107	41 520
Bons du Trésor	6 100	3 900	-17 100	75 500
Obligations d'épargne du Canada	75	75	-1 995	-539
Autres	-1	0	-700	-519
Total	5 415	14 046	-23 902	115 962
Emprunts en devises	-31	-505	-875	883
Total	5 384	13 541	-24 777	116 845
Réévaluation de swaps de devises	2 161	646	-329	5 110
Escomptes non amortis des émissions obligataires	127	408	446	1 468
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-9	-42	1 112	-139
Variation nette dans les activités de financement	7 663	14 553	-23 548	123 284
Variation dans l'encaisse	6 239	6 416	-9 961	33 792

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2008	31 mars 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	110 463	100 154	-10 309
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	253 550	295 070	41 520
Bons du Trésor	116 936	192 436	75 500
Obligations d'épargne du Canada	13 068	12 529	-539
Autres	1 042	523	-519
Total partiel	384 596	500 558	115 962
Payable en devises	9 498	10 381	883
Compte de réévaluation de swaps de devises	-1 420	3 690	5 110
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 213	-4 745	1 468
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 236	4 097	-139
Total de la dette non échue	390 697	513 981	123 284
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	137 371	139 606	2 235
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	47 901	50 420	2 519
Autres passifs	5 895	5 902	7
Total des régimes de retraite et autres passifs	191 167	195 928	4 761
Total de la dette portant intérêt	581 864	709 909	128 045
Total du passif	692 327	810 063	117 736
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 878	113 542	30 664
Comptes d'opérations de change	42 299	51 708	9 409
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	50 869	125 250	74 381
Total des actifs financiers	176 046	290 500	114 454
Dette nette	516 281	519 563	3 282
Actifs non financiers	58 644	59 680	1 036
Dette fédérale (déficit accumulé)	457 637	459 883	2 246

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Mai 2009